

LYCÉE PRO SABOTÉ

Le tout pour l'apprentissage et le calibrage des filières uniquement tournées vers le bassin économique local a pour conséquence la **suppression de filières dans nos lycées pros**. Accueil et Commerce-Vente sont les premières concernées. Le ministère veut **imposer des reconversions** pour les collègues concerné-es par les fermetures.

Avec la réforme, **170 heures de cours seront supprimées** aux élèves de bac pro : c'est l'équivalent de 6 semaines de cours.

Le parcours différencié en terminale bac pro organisera une **rupture d'égalité** entre les élèves et fera exploser les groupes classes. **Nos conditions de travail seront une nouvelle fois dégradées.**

Ce n'est ni l'intérêt des jeunes ni celui des personnels qui motive cette réforme.

CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES

Pour la rentrée 2024, aucune création de postes de CPE et d'AED. **Dans les LP, aucun moyen d'enseignement supplémentaire** alors que le nombre d'élèves est prévu à la hausse.

Le SNUEP-FSU exige :

- **plus d'heures et de temps de formation** pour les élèves ainsi qu'une **diminution des effectifs** (max 24 en classe entière, 12 en groupes) ;
- un plan pluriannuel de **créations d'emplois**.

SALAIRES INSUFFISANTS

Les pertes de pouvoir d'achat de ces vingt dernières années ne sont pas rattrapées par les mesures salariales de 2022 et 2023.

La prime d'attractivité a pour conséquence d'aplatir les carrières : **il faut désormais 17 ans pour gagner 400 euros de plus.**

Le gouvernement n'envisage que des mesures indiciaires : en n'augmentant pas la valeur du point d'indice à hauteur de l'inflation, toujours élevée, **les fins de carrière perdent de leur valeur et les pensions des futur-es retraité-es continuent de décrocher.**

Le nouveau système d'accès à la classe exceptionnelle est opaque et arbitraire sans contestation possible. Le gouvernement souhaite développer l'individualisation de la rémunération et la mise en concurrence des collègues, détruisant les collectifs de travail.

Cette politique salariale ne règlera pas les **inégalités salariales entre les femmes et les hommes.**

Le SNUEP-FSU exige :

- **300 € nets** en points d'indice ;
- **l'indexation du point d'indice** sur l'inflation et un plan de rattrapage des pertes accumulées ;
- **une revalorisation des carrières** avec le dernier échelon pour toutes et tous en fin de carrière.

Nous faisons le lycée pro, faisons-nous entendre !

**Agissons
UN AUTRE LYCÉE PRO
luttons EST POSSIBLE**

**Exigeons des personnels mieux payés,
des conditions de travail améliorées.**

À l'appel de la FSU, la FNEC-FP FO, la CGT Éduc'action et SUD éducation
Toutes et tous en grève le jeudi 1er février !